

Notice explicative : régime d'aide et attestation de minimis

La présente notice explicative a pour vocation de guider les candidats à cet appel à projet dans l'application du régime « de minimis » et le renseignement des attestations.

Cette notice concerne particulièrement les projets qui commencent en 2023 (avant l'instruction et l'attribution de la demande d'aide du FSE+).

I – Qu'est-ce qu'un régime d'aide ?

La politique de concurrence est un des principes fondamentaux de l'Europe. Ainsi, rien ne doit porter atteinte à la libre concurrence et à la libre circulation des marchandises. En ce sens, l'article 107 du Traité sur le Fonctionnement de l'Union européenne (TFUE) interdit l'octroi des aides publiques aux entreprises. Cependant, lorsqu'elles sont octroyées sous certaines conditions, les aides publiques aux entreprises peuvent être autorisées dans la mesure où elles sont considérées comme étant compatibles avec le marché intérieur.

En conséquence, dès qu'une aide publique/FSE doit être octroyée à une entreprise, l'autorité de gestion (AG) doit identifier une base juridique permettant de l'octroyer en conformité avec la réglementation européenne.

L'AG appliquera pour cet appel à projet (sauf quelques cas exceptionnels) le règlement « de minimis »¹ et la méthodologie de l'intermédiaire transparent.

Le règlement « de minimis » a été prolongé jusqu'au 31/12/2023 (par le Règlement (UE) 2020/972 de la Commission du 2 juillet 2020).

La Commission européenne a approuvé, le 15 novembre 2022, le contenu d'un projet de règlement de la Commission relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides d'État de minimis. L'article 8, dernière disposition du texte, prévoit une entrée en vigueur du futur règlement au 1er janvier 2024.

Les règles, les seuils et les modèles des déclarations applicables à partir de 2024 seront communiqués aux porteurs de projets retenus dès que possible.

II – Qu'est-ce que les aides de minimis ?

La Commission européenne considère que certaines aides accordées par les États membres à leurs entreprises ne constituent pas d'aides d'État car leurs effets sur la concurrence sont limités.

Ce sont les aides de minimis.

Le règlement « de minimis » considère que le montant total des aides de minimis octroyées par un État membre à une même entreprise sur une période de trois exercices fiscaux (l'exercice en cours et les deux exercices précédents) n'a pas d'effets de distorsion sur la concurrence entre les États membres pour autant qu'il ne dépasse pas un plafond de 200 000 €.

Concrètement, dans le cadre de cet appel à projet, l'AG verse au bénéficiaire de l'aide (qui est aussi l'intermédiaire transparent) une subvention du FSE+ que vous allez répercuter sur les destinataires finaux

¹ règlement (UE) n° 1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis publié au JOUE L 352/1

(les créateurs d'entreprises accompagnées) via une prestation d'accompagnement ou de formation à un tarif réduit ou gratuit.

En effet, il est considéré que les entreprises/participants accompagnés dans le cadre du projet sont les réelles bénéficiaires de l'aide FSE+ qui ne fait que transiter par votre structure, via l'organisation d'une action d'accompagnement / formation par votre structure.

Dans ce cadre, il vous revient, en tant qu'opérateur transparent, de vérifier la bonne application du règlement de minimis en vigueur auprès de vos bénéficiaires finaux.

III - Que dois-je faire ?

Etape 1 : Au démarrage de l'opération / à l'entrée du participant dans l'accompagnement (projet cofinancé par le FSE+)

Le règlement *de minimis* autorise un plafond d'aide par bénéficiaire final de 200.000€ sur l'exercice fiscal en cours et les deux précédents.

Ainsi, après avoir identifié le montant de l'aide prévisionnelle par bénéficiaire de votre projet, il vous revient :

- d'informer chaque participant du montant potentiel de l'aide en précisant son caractère de minimis et en renvoyant au règlement de minimis ;
- de solliciter en contrepartie à chaque bénéficiaire final (participant ou entreprise accompagnée), de remplir **la déclaration relative aux aides de minimis (modèle jointe > Document type n°13)**. Cette attestation doit être accompagnée de la notice explicative prévue à cet effet.

Attention, il s'agit uniquement des aides qualifiées au titre du règlement de minimis. Une aide non qualifiée d'aides de minimis n'est pas à comptabiliser.

Vous devez vous assurer que le montant de vos aides (qualifiés de minimis) additionné aux aides déjà perçues et demandées par le bénéficiaire final n'ira pas faire dépasser le plafond des 200.000€ autorisé (sur l'exercice fiscal en cours et sur les deux précédents).

Si ce plafond est dépassé, le règlement *de minimis* ne pourra constituer une base juridique à l'octroi de l'aide sous forme d'accompagnement. Dans ce cas, le FSE+ ne pourra pas co-financer cet accompagnement.

Ces attestations sont à nous transmettre au moment de l'instruction (sur la base des quelques dossiers des participants) et en exhaustivité à la demande de paiement d'acompte/solde du FSE+.

Etape 2 : A la fin de l'opération / ou à la sortie du participant de l'accompagnement

Il conviendra de notifier à chaque bénéficiaire final le montant de l'aide réelle.

Une notification doit être remise à chaque participant à la fin de l'opération afin de préciser le montant de l'aide réalisée à comptabiliser au titre de l'accompagnement (modèle joint > Document type n°14).

Le montant de l'aide à comptabiliser doit être réalisé au réel par bénéficiaire final. Une approche au prorata est également possible dans le cas de publics ou de groupes homogènes. Dans ce cas, le montant d'aide publique à comptabiliser peut être identifié en rapportant le montant total de l'aide publique au nombre de porteurs de projet accompagné.

Si vous rencontrez des difficultés, ou souhaitez avoir des compléments d'informations n'hésitez pas à nous contacter.

Attention, la transmission et la conformité de ces justificatifs conditionne l'attribution et le paiement du financement européen.